



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Institut international de
planification de l'éducation

Pôle de Dakar
ANALYSE SECTORIELLE EN ÉDUCATION

En République centrafricaine, l'atteinte d'une éducation de base universelle est un défi d'ampleur

Centrafrique

Janvier 2019 – Note Pays 29

• La crise que la République centrafricaine a connue entre 2013 et 2015 a été plus profonde que les précédentes. Elle a plongé le pays dans une instabilité violente, conduisant au déplacement de plus d'un million de personnes aux conditions de vie très fragiles. Les enfants figurent parmi les principales victimes des affrontements. Au cœur de la crise, seul un tiers des écoles étaient fonctionnelles. Et si diverses initiatives ont été prises pour atténuer l'effet des conflits,

comme la création d'espaces temporaires d'apprentissage, de nombreuses semaines de cours ont été perdues en raison des conditions de sécurité.

Malgré les événements, une hausse importante de la population scolarisée a toutefois été observée entre 2011 et 2017, avec en particulier 60 % d'effectifs supplémentaires enregistrés dans le fondamental 1. Les taux de scolarisation dépassent désormais ceux d'avant crise. Cela étant, les défis restent d'ampleur : 40 % d'une génération n'atteint pas la

fin du fondamental 1, et l'offre d'éducation et de formation est très réduite au-delà de ce cycle.

Investir dans l'éducation est un facteur essentiel de retour à une paix durable. Bien que les contraintes économiques et démographiques soient considérables, la République centrafricaine est aujourd'hui pleinement engagée dans l'élaboration d'un nouveau plan de transition du secteur, pour une éducation de qualité en phase avec les ambitions de développement du pays. •

Depuis son indépendance en 1960, la République centrafricaine a connu une succession de coups d'État et de régimes autoritaires menant à une instabilité quasi structurelle du pays. En 2013, la situation s'est à nouveau détériorée. Le renversement du régime de Bozizé a conduit à deux années de crise plus profonde que les précédentes. Plus d'un million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays ou se sont réfugiées dans les pays voisins. Les enfants figurent parmi les principales victimes des affrontements, avec de nombreux cas d'enrôlement par les groupes armés. En 2016, plus de 400 mille enfants nécessitaient une intervention d'éducation en situation d'urgence.

Le tableau social de la RCA est très préoccupant. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, la moitié de la population aurait besoin d'une assistance humanitaire. Le nombre de mariages et de grossesses précoces figure parmi les plus élevés d'Afrique, et la malnutrition chronique est très répandue, avec un enfant sur deux souffrant de retard de croissance.

La situation économique est également très difficile. Sur les 15 dernières années, la richesse par habitant a chuté de 30 %, jusqu'à devenir la plus faible au monde avec, à parité de pouvoir d'achat, 663 dollars de PIB par habitant. Le cumul des indicateurs sociaux et économiques plaçait en 2018 la RCA en avant dernière position du classement mondial de l'indice de développement humain du PNUD.

La dernière crise n'a pas épargné le système éducatif. Les établissements scolaires ont fonctionné de façon très irrégulière ; début 2014, selon une enquête du Cluster Education dans certaines préfectures du pays, seules 35 % des écoles du fondamental 1 étaient fonctionnelles. La situation s'est améliorée par la suite mais plusieurs semaines de cours ont été perdues en raison des conditions de sécurité. Le pillage des mobiliers et des ressources pédagogiques a constitué l'une des principales causes de fermeture des écoles.

Diverses initiatives ont été prises pour faciliter le retour à l'école et relancer les activités éducatives. Au plus dur de la crise, les autorités et les partenaires ont notamment ouvert des espaces

temporaires d'apprentissage et de protection des enfants (ETAPE) pour les élèves déplacés. Par la suite, des exemptions de frais scolaires et divers appuis comme la distribution de manuels ou la réhabilitation d'infrastructures ont été mis en place pour faciliter le retour à l'école.

Une offre scolaire incomplète et discontinue

Malgré la crise, la couverture scolaire a dans l'ensemble fortement progressé de 2011 à 2017. L'offre scolaire dans le fondamental 1 a augmenté de près de 50 % et les effectifs scolarisés ont connu un accroissement de 60 %. Les taux de scolarisation dépassent désormais ceux d'avant la crise. Toutefois les conditions d'encadrement et d'enseignement ne se sont pas améliorées. La grande majorité des écoles publiques sont dépourvues d'eau potable, de latrines fonctionnelles, et de tables-bancs. L'allocation des enseignants ne tient pas assez compte des nécessités réelles des écoles et le stock de manuels disponibles dans les écoles publiques suffit à peine à couvrir la moitié des besoins. La forte hausse des scolarisations cache aussi des disparités territoriales et une proportion importante d'école à cycle incomplet. Près de 30 % des établissements du fondamental 1 ne disposent pas des six niveaux d'études.

L'achèvement universel d'une éducation de base reste un défi majeur pour le système. Malgré l'amélioration de la couverture scolaire, 40 % d'une génération d'enfants n'atteint pas la fin du fondamental 1. Le redoublement, à l'origine de nombreux abandons, est une pratique trop courante dans le système éducatif centrafricain. Une année redoublée est une année de plus à financer et le manque de moyens est la principale raison donnée par les parents pour expliquer la non scolarisation de leurs enfants.

L'offre scolaire dans le fondamental 2 et le secondaire général reste, quant à elle, bien moins développée. Pour 100 établissements du fondamental 1, on ne recense que 15 établissements du fondamental 2 ou du secondaire général. On observe par ailleurs une nette dégradation du taux d'accès au fondamental 2, passant de 31 % en 2011 à 24 % en 2017.

Dans les faits une sélection par un concours d'entrée en 6^e est opérée parmi les diplômés du certificat d'études du fondamental 1. Alors que 65 % des élèves réussissent le CEF1, seuls 33 % sont acceptés au concours d'entrée en 6^e en raison du manque d'offre scolaire dans le fondamental 2. Sans alternative, ils sortiront probablement du système éducatif. L'enseignement et la formation techniques et professionnels, très peu développés et sous financés, représentent moins de 5 % des effectifs du post-fondamental 1 en 2017.

Au total, de nombreux enfants en âge d'être scolarisés sont en dehors de l'école en République centrafricaine. Atteindre un niveau de scolarisation de qualité en phase avec les ambitions de développement du pays est un chantier prioritaire pour les autorités publiques. Mais les marges de manœuvres sont limitées. D'ici 2030, la pression démographique continuera de s'exercer à un rythme soutenu et bien que l'on observe une hausse de la part du budget de l'État consacrée à l'éducation, la RCA, avec 13 % de ses dépenses courantes publiques consacrées au secteur, reste éloignée du niveau des pays comparables.

Le gouvernement issu des élections de février 2016 a fait de l'éducation une priorité. Il s'est engagé dans l'élaboration d'un nouveau plan de transition. Ce nouveau plan porte avec lui l'espoir d'une amélioration profonde du système éducatif, facteur essentiel du retour à une paix durable en République centrafricaine.

« 40 % d'une génération d'enfants n'atteint pas la fin du fondamental 1. »

Cette note présente une sélection des principaux messages de l'**Analyse du secteur de l'éducation de la République centrafricaine**, Pour une politique de reconstruction du système éducatif. Cette analyse publiée en 2018 et coordonnée par une équipe nationale de la République centrafricaine, a bénéficié de l'appui technique de l'UNICEF et de l'UNESCO, via l'IIPE-Pôle de Dakar. L'analyse a également bénéficié du soutien financier de l'AFD.
Rédaction de la note : Jonathan Jourde